



ᑲᑎᐱᑦ ᐃᑕᑎᑦᑲᑦᑲᑦ ᐃᑭᑭᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑎᑭᑦ
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Kativik Environmental Advisory Committee

Procès-verbal de la 119^e réunion

(Approuvé)

Dates : Les 25 et 26 mars 2009

Lieu : Kuujuaq, Administration régionale Kativik

Sont présents :

Nommé par l'Administration régionale Kativik (ARK) :

Michael Barrett, président

Nommé par le gouvernement du Canada :

Gilles H. Tremblay

[nomination à recevoir]

Nommés par le gouvernement du Québec :

Jean Couture

Paule Halley (par téléconférence)

Sylvie Létourneau

Secrétaire exécutif :

Gregory Brown

Sont absents :

Charlie Arngak, membre nommé par l'ARK

Adamie Kalingo, membre nommé par l'ARK

Claude Abel, vice-président, membre nommé par le gouvernement du Canada

Invités :

Meredith Griffiths, chercheuse socioculturelle, Service des ressources renouvelables, de l'environnement et de l'aménagement du territoire, ARK

Frédéric Gagné, chef de service, Service des travaux publics municipaux, ARK

Romain Rosant, chargé de projets de gestion des matières résiduelles – assistance technique en environnement, Service des travaux publics municipaux, ARK

Gabriel Chevrefils, chargé de projets d'ingénierie, Service des travaux publics municipaux, ARK

Alexandre Brissette, chargé de projets relatifs à l'eau, Service des travaux publics municipaux, ARK

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

La 119^e réunion du Comité consultatif de l'environnement Kativik (CCEK) débute à 13 h 30, le 25 mars 2009, dans la salle de conférences principale de l'ARK à Kuujuaq. Le président invite les membres à proposer des changements à l'ordre du jour. La réunion se déroule selon l'ordre du jour qui apparaît ci-dessous.

1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour
2. Chapitre 23 de la CBJNQ
3. Parcs et aires protégées
4. Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire
5. Budget, secrétariat et membres
 - a. Membres
 - b. Secrétariat
 - c. Révision du plan d'action quinquennal 2009-2014
 - d. Budget annuel
6. Adoption des procès-verbaux des 117^e et 118^e réunions
7. Affaires découlant de la 118^e réunion et correspondance
 - a. Gestion de la forêt : réponse de la Société Makivik
 - b. Réception de la lettre du CCEBJ concernant le Plan Nord
 - c. Réception d'une lettre du président de la CQEK concernant le processus d'information et de consultations publiques
8. Gestion des matières résiduelles
 - a. Recommandations du groupe de travail adressées au CCEK
 - b. Exercices militaires
9. Assistance technique de l'ARK en environnement
10. Qualité de l'eau potable
11. Infrastructures de transport au Nunavik
12. Site Web du CCEK
13. Questions diverses
 - a. Plan Nord
14. Dates et lieu de la prochaine réunion

2. Chapitre 23 de la CBJNQ

Les membres examinent le projet d'avis du CCEK sur le renforcement de la procédure d'évaluation et d'examen des répercussions sur l'environnement et le milieu social au Nunavik, préparé par un sous-comité. On intègre des modifications mineures au texte.

Le projet d'avis contient les recommandations suivantes : réviser les annexes 1 et 2 et mettre à jour le contenu de ces annexes, afin d'améliorer l'efficacité de la procédure d'évaluation et d'examen; renforcer le droit des Inuits et du public de participer au processus de prise de décision concernant la procédure d'évaluation et d'examen; et demander aux parties concernées d'évaluer l'opportunité d'inclure l'évaluation stratégique des plans, programmes et politiques ayant une application particulière sur le territoire du Nunavik. Le CCEK souligne également l'urgence d'entreprendre ces révisions et réformes.

La version finale de l'avis sera complétée et sera approuvée lors d'une prochaine téléconférence. L'avis sera ensuite transmis aux parties intéressées.

Les membres discutent de nouveau du rapport que le Comité consultatif de l'environnement de la Baie James (CCEBJ) a préparé concernant la révision des annexes.

3. Parcs et aires protégées

Les membres sont informés que le projet de parc national Kuururjuaq en est à l'étape de l'approbation finale. De plus, les consultations publiques concernant l'évaluation environnementale et sociale du projet de parc national Tursujuq seront tenues en juin par la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK). Enfin, d'autres annonces sont attendues concernant la désignation de nouvelles aires protégées.

4. Commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire

Le CCEK a invité Mme Meredith Griffiths à présenter le projet de création au Nunavik d'une commission régionale sur les ressources naturelles et le territoire. Le gouvernement du Québec a offert la possibilité à chaque région de la province de créer sa propre commission. À ce jour, toutes les régions du Québec sont en train de mettre en place leur propre commission et d'élaborer ou de mettre en œuvre leur plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire.

Au Nunavik, on procède actuellement à des consultations publiques qui ont fait l'objet d'une entente entre l'ARK, la Société Makivik et le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF). Plus précisément, des représentants de l'ARK consultent les communautés, les organismes et les groupes d'intérêt présents dans la région, afin d'évaluer s'ils sont intéressés à l'établissement d'une telle commission au Nunavik.

Les objectifs d'une telle commission sont d'approfondir les connaissances sur les ressources naturelles et le territoire de toute la région, de définir les priorités et les orientations régionales, de participer à la conservation et à la mise en valeur, par l'entremise de l'aménagement du territoire et de la planification du développement, et d'accroître la participation dans le processus de décision en formulant des recommandations au Conseil de l'ARK, lesquelles, une fois approuvées, seront transmises au MRNF. La région aura ainsi un plus grand contrôle sur ses ressources.

Pour veiller à ce que les inquiétudes et les aspirations des communautés soient incluses et respectées, la Commission élaborera un plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire couvrant notamment les forêts, la faune, les mines, l'énergie et l'hydroélectricité, et visant la gestion intégrée et le développement durable. Un forum régional sur les ressources naturelles et le territoire, comprenant des représentants des communautés, des organismes régionaux et locaux, ainsi que des groupes d'intérêt présents dans la région, serait organisé tous les deux ans, afin d'examiner la mise en œuvre du plan régional de développement intégré des ressources naturelles et du territoire et de faire les recommandations nécessaires.

Un membre du CCEK mentionne que la Commission devrait jouir d'un plus haut degré d'autonomie que celui décrit dans la présentation. Un autre membre croit, pour sa part, que la Commission ne devrait pas seulement discuter des impacts sur l'environnement et le milieu social des divers types de développement, mais aussi les évaluer. Les membres se questionnent sur les liens entre le plan régional de développement qui

sera produit et le Plan Nord annoncé par le gouvernement du Québec. On demande aussi pourquoi les ressources hydriques ont jusqu'à maintenant été exclues des mandats que l'on propose de confier à la Commission. Par ailleurs, on souligne l'importance pour la Commission d'être composée de membres ayant diverses expériences et provenant de secteurs différents. Les membres du CCEK recommandent que le mandat maximal des membres de la Commission soit plus long que les deux ans qui ont été proposées (par exemple, trois mandats de deux ans ou deux mandats de deux ans suivis d'une pause, puis d'un autre mandat de deux ans). Dans le cas où la Commission serait composée de neuf membres, on suggère que le quorum soit de six ou sept membres. Enfin, les membres suggèrent que les futurs membres de la Commission reçoivent une formation sur divers aspects, dont la façon de tenir des consultations publiques.

5. Budget, secrétariat et membres

a. Membres

Au cours de la réunion, le président informe les membres que l'ARK a nommé deux nouveaux membres pour siéger au CCEK, soit M. Charlie Arngak de Kangiqsujaq et M. Adamie Kalingo d'Ivujivik. Malheureusement, en raison des mauvaises conditions météorologiques et d'engagements pris antérieurement, aucun des deux nouveaux membres ne pouvait assister à la présente réunion. Le CCEK remercie les deux anciens membres nommés par l'ARK, soit M. David Okpik et M. Eli Angiyou, pour les services qu'ils ont rendus au CCEK et à la population du Nunavik. Leur connaissance de la région et leur vaste expérience ont sans contredit enrichi le travail du CCEK.

Par ailleurs, comme le gouvernement du Québec n'a pas nommé de président pour l'exercice 2008-2009, la partie inuite occupera la présidence pour l'exercice 2009-2010, et ce, pour une troisième année consécutive.

b. Secrétariat

Les membres décident que le secrétaire exécutif du CCEK doit transmettre un bref rapport d'activités avec chaque feuille de temps, afin que les membres puissent faire des suggestions pour améliorer la gestion du temps en fonction des priorités du CCEK. Les membres revoient brièvement par la suite le mode de fonctionnement entre le secrétariat et les membres. Les objectifs et les priorités du CCEK sont aussi revus et les membres discutent de la façon de rédiger et de transmettre les procès-verbaux et les rapports aux parties intéressées.

c. Révision du plan d'action quinquennal 2009-2014

Les membres adoptent la version finale du plan quinquennal 2009-2014 après que les corrections finales aient été apportées au document. Des exemplaires en anglais et en français seront transmis aux administrateurs fédéral et provincial.

d. Budget annuel

Le projet de budget pour l'exercice 2009-2010 est discuté par les membres du comité. Une version finale sera transmise aux membres pour commentaires et pour adoption dans les prochaines semaines. Le budget annuel sera ensuite transmis aux administrateurs.

6. Adoption des procès-verbaux des 117^e et 118^e réunions

Les membres apportent des changements mineurs au procès-verbal de la 117^e réunion, puis l'adoptent. Les membres examineront la version provisoire du procès-verbal de la 118^e réunion à la prochaine réunion.

7. Affaires découlant de la 118^e réunion et correspondance

a. Gestion de la forêt : réponse de la Société Makivik

Une invitation a été transmise à la Société Makivik pour discuter de la mise à jour de son projet pilote d'exploitation forestière au Nunavik. Les représentants de la Société Makivik n'étaient pas disponibles pour venir à la présente réunion. Ils ont toutefois fait savoir qu'ils seraient disposés à venir discuter de leurs résultats avec les membres du CCEK à une date ultérieure.

b. Réception de la lettre du CCEBJ concernant le Plan Nord

Le CCEK a reçu une copie de la lettre que le Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James (CCEBJ) a transmise au bureau du premier ministre du Québec. Cette lettre est semblable à la version provisoire qu'avaient examinée les membres du CCEK. Par conséquent, les membres ne formulent aucun nouveau commentaire.

c. Réception d'une lettre du président de la CQEK concernant le processus d'information et de consultations publiques

En mars 2009, le CCEK a reçu une lettre du président de la Commission de la qualité de l'environnement Kativik (CQEK), M. Peter Jacobs, soulignant qu'il n'avait pas pu assister à notre dernière réunion en raison d'autres engagements. De plus, M. Jacobs souligne le souhait de la CQEK d'échanger avec le CCEK sur ses travaux de révision des annexes 1 et 2 et de renforcement de la participation publique du chapitre 23 de la CBJNQ. Le CCEK poursuivra ses efforts en vue d'organiser une réunion, à ce sujet, entre les deux comités.

8. Gestion des matières résiduelles

a. Recommandations du groupe de travail adressées au CCEK

En décembre 2007, les membres du Groupe de travail ont concentré leurs efforts sur l'obtention des fonds nécessaires pour élaborer un plan de gestion des matières résiduelles. Ils ont ensuite recommandé à l'ARK de demander formellement de l'aide financière au MDDEP pour élaborer un tel plan, ce que l'ARK s'est empressée de faire. Après une année d'attente, les membres du CCEK ont décidé de transmettre une lettre au MDDEP afin de rappeler la nécessité pour l'ARK d'obtenir les fonds pour la réalisation de ce plan.

Les membres réexaminent la lettre qu'a transmise le Groupe de travail au CCEK en décembre 2008. Un membre mentionne qu'il aurait aimé connaître davantage les propositions de solutions du Groupe de travail aux différents problèmes identifiés. On propose que le Groupe de travail étudie des problèmes particuliers de gestion des matières résiduelles, suggère des solutions appropriées et établisse les coûts afférents. Les membres souhaitent que le groupe poursuive ses rencontres.

b. Exercices militaires

Le secrétaire exécutif profite de l'occasion pour présenter un résumé des activités militaires ayant eu lieu à Kuujjuaq et dans les environs en mars 2009. Environ 350 soldats de la base de Valcartier sont venus suivre une formation sur le terrain en période de grands froids. Les soldats ont aménagé un camp au bord du lac Stewart et ont procédé, durant deux semaines, à un entraînement comprenant des exercices de tirs. Ces activités devraient se répéter chaque année durant quatre ans.

Le programme d'activités avait été transmis au Comité de sélection et ce dernier a jugé que le programme était non-assujéti au processus fédéral d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement et le milieu social du chapitre 23 de la CBJNQ.

Par ailleurs, il incombe aux villages nordiques d'accepter ou de refuser ce genre d'activités sur son territoire. Au cours des activités, environ 44 000 balles ont été tirées et laissées dans la nature. De plus, toutes les matières résiduelles provenant des activités des 350 soldats et de leurs repas ont été déposées au site d'élimination de la communauté.

Le secrétaire exécutif a rencontré des consultants en environnement du ministère de la Défense nationale afin de leur donner des recommandations pour leurs prochaines activités réalisées au nord. Un rapport de suivi devrait être transmis aux membres dans les prochains mois.

Un membre se questionne sur les autorisations requises pour réaliser un tel programme qui manifestement a des impacts non négligeables sur l'environnement. Une vérification sera faite auprès du bureau régional du MDDEP pour vérifier si une autorisation selon l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement est nécessaire.

9. Assistance technique de l'ARK en environnement

Le CCEK accueille des employés du Service des travaux publics municipaux de l'ARK venus présenter l'assistance technique que l'ARK offre aux villages nordiques dans divers domaines de l'environnement. M. Gabriel Chevrefils et M. Alexandre Brissette ont fait une présentation sur la qualité de l'eau dans la région, tant l'eau potable que les eaux usées. Ils attirent l'attention sur les défis auxquels sont confrontés les villages nordiques pour le traitement et la gestion de l'eau. De tels défis incluent notamment le non-respect des normes de chloration en raison du haut taux de roulement des employés, le gel des conduites d'amenée et l'échantillonnage irrégulier de la qualité de l'eau. M. Alexandre Brissette explique que l'eau à la source est de très bonne qualité et ne nécessite qu'un traitement minimal. Il ajoute toutefois que l'ARK installera un système de désinfection aux ultraviolets dans les usines de traitement d'eau de toutes les municipalités, afin d'éliminer les pathogènes pouvant être présents dans les sources d'eau. Le traitement par ultraviolets nécessite moins d'entretien et l'équipe de soutien technique du Service des travaux publics municipaux affirme que ce type de traitement est le plus fiable. M. Gabriel Chevrefils fait une présentation sur le traitement des eaux usées dans les villages nordiques. Les systèmes de lagunes qu'ont construits les villages nordiques sont maintenant opérationnels. À l'heure actuelle, ils fonctionnent comme prévu.

M. Frédéric Gagné, directeur du Service des travaux publics municipaux de l'ARK, et M. Romain Rosant décrivent la gestion des matières résiduelles au Nunavik et font référence au Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles. Ils suggèrent que l'article 99 du règlement soit révisé de manière à ne pas rendre obligatoire au Nunavik le brûlage à ciel ouvert des matières résiduelles déposées dans les lieux d'enfouissement. Après de plus amples discussions, il est décidé que le CCEK tiendrait une conférence téléphonique à ce sujet prochainement, soit une fois que tous les membres auront eu la possibilité de bien assimiler le contexte et tous les renseignements pour pouvoir formuler des solutions de rechange à l'obligation énoncée dans l'article 99 du règlement.

10. Qualité de l'eau potable

En mars 2008, le CCEK a signé un contrat avec des chercheurs de l'École Polytechnique de Montréal afin qu'ils réalisent un projet de recherche visant à déterminer les méthodes et la fréquence de nettoyage des réservoirs d'eau potable des résidences du Nunavik. Des réservoirs expérimentaux ont été mis en place en mars 2008 et la première série de tests a débuté en septembre. Avant la tenue de la 119^e réunion du CCEK, les chercheurs avaient transmis au CCEK un rapport d'activité semestriel. Les membres examinent la correspondance transmise et conviennent de laisser les chercheurs poursuivre le projet normalement et d'attendre le rapport final.

11. Infrastructures de transport au Nunavik

Au début du mois de mars, le CCEK a reçu une lettre de la sous-ministre du MDDEP, Mme Madeleine Paulin, en réponse à l'avis du CCEK sur le développement actuel et futur des infrastructures de transport au Nunavik. L'avis du CCEK contenait huit recommandations, dont celles d'assujettir tous les projets de nouvelles routes et d'infrastructures routières au Nunavik à la procédure d'évaluation et d'examen des

impacts sur l'environnement et le milieu social; de mieux définir les termes « route » et « aéroport »; et de considérer l'utilisation des chemins d'hiver. La sous-ministre a indiqué dans sa lettre que la procédure de l'évaluation environnementale actuellement en place permet à la CCEK d'étudier de façon approfondie les projets d'infrastructure et que le MDDEP est d'avis que la Loi sur la qualité de l'environnement (LQE) et la CBJNQ sont claires à cet égard. Par ailleurs, la sous-ministre souligne que la LQE et la CBJNQ peuvent comporter certaines ambiguïtés, notamment en ce qui concerne la portée des termes « route » et « aéroport ». Les membres discuteront des actions que le CCEK pourrait entreprendre à ce sujet.

La réunion que devait organiser le MRNF à propos du statut des routes et à laquelle devaient participer des représentants du ministère des Transports du Québec, du MRNF, du MDDEP, de la Société Makivik et de l'ARK n'a pas encore eu lieu. Un membre fait remarquer que le sujet est peut-être perçu comme étant moins prioritaire en raison de la réduction des activités minières dans la région occasionnée par la récession économique.

12. Site Web du CCEK

Les membres demandent que le mot de passe pour la section réservée aux membres soit changé, afin de faciliter l'accès au site. Le secrétaire exécutif informe les membres que le changement a été fait et mentionne que de nouveaux documents ont été affichés sur le site de sorte qu'ils puissent les consulter facilement.

13. Questions diverses

a. Plan Nord

Les membres du CCEK indiquent qu'aucune autre action n'a été entreprise et qu'il n'y a pas lieu de tenir des discussions à ce sujet tant que le CCEK n'aura pas reçu de réponse officielle concernant le Plan Nord ou tant que les détails du Plan Nord n'auront pas été annoncés publiquement.

14. Dates et lieu de la prochaine réunion

La 120^e réunion du CCEK aura lieu les 14 et 15 juillet à Ivujivik.

Stéphanie Benoit
Secrétaire exécutive



ᑲᑎᐱᑲ ᐱᑦᑎᑦᑲᑦᑲᑦ ᐱᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑎᐱᑲᑦ
Comité consultatif de l'environnement Kativik
Kativik Environmental Advisory Committee

Minutes of the 119th Meeting

(Approved)

Date: March 25 and 26, 2009

Place: Kuujuaq, Kativik Regional Government

Present:

Kativik Regional Government (KRG) appointee:

Michael Barrett, Chairperson

Government of Canada appointee:

Gilles H. Tremblay
[appointee name to be received]

Québec government appointees:

Jean Couture
Paule Halley (via teleconference)
Sylvie Létourneau

Executive Secretary:

Gregory Brown

Absent:

Charlie Arngak, KRG appointee
Adamie Kalingo, KRG appointee
Claude Abel, Vice-Chairperson, Government of Canada appointee

Guests:

Meredith Griffiths, Socio-cultural Researcher, Renewable Resources, Environmental and Land Use Planning Department, KRG
Frédéric Gagné, Department Head, Municipal Public Works Department, KRG
Romain Rosant, Waste Management Project Manager – Environmental Technical Assistance, Municipal Public Works Department, KRG
Gabriel Chevrefils, Engineering Project Manager, Municipal Public Works Department, KRG
Alexandre Brissette, Water Project Manager, Municipal Public Works Department, KRG

1. Call to order and adoption of agenda

The 119th meeting of the Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) began at 1:30 p.m. on March 25, 2009 in the main conference room of the Kativik Regional Government building in Kuujjuaq. The Chairperson invited the members to propose changes to the agenda. The meeting took place in accordance with the agenda shown below.

1. Call to order and adoption of agenda
2. Section 23 of the JBNQA
3. Parks and protected areas
4. Regional commission on natural resources and the territory
5. Budget, secretariat and members
 - a. Members
 - b. Secretariat
 - c. Review of the five-year action plan, 2009–2014
 - d. Annual budget
6. Adoption of the minutes of 117th and 118th meetings
7. Business arising from the 118th meeting and correspondence
 - a. Forestry management: Makivik response
 - b. JBACE letter concerning the Northern Plan
 - c. Letter from the KEQC Chairperson concerning the information and public consultation procedure
8. Waste management
 - a. Working group recommendations to the KEAC
 - b. Military exercises
9. KRG environmental technical assistance
10. Drinking water quality
11. Transportation infrastructure in Nunavik
12. KEAC website
13. Miscellaneous
 - a. Northern Plan
14. Date and place of next meeting

2. Section 23 of the JBNQA

The members reviewed the draft KEAC position paper on strengthening the environmental and social impact assessment and review procedure in Nunavik under Section 23 of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA). The paper was prepared by a sub-committee and minor changes were made to the text.

The draft position paper recommends the following: schedules 1 and 2 be revised and the contents of the schedules be updated to improve the effectiveness of the assessment and review procedure; the rights of Inuit and the general public to participate in the assessment and review procedure decision-making process be strengthened; the concerned parties be asked to examine the possibility of undertaking the strategic assessment of plans, programs and

policies that apply in Nunavik. The KEAC also stresses in its draft position paper the urgent need to begin this revision.

The final version of the position paper will be completed and then approved at an upcoming teleconference. The position paper will later be transmitted to interested parties.

The members also discussed the report prepared by the James Bay Advisory Committee on the Environment (JBACE) concerning schedule revision.

3. Parks and protected areas

The members were informed that the Kuururjuaq national park project is awaiting final approval. As well, the Kativik Environmental Quality Commission (KEQC) plans to hold in June public consultations concerning the environmental and social assessment of the Tursujuq national park project. Further announcements are expected concerning the designation of new protected areas.

4. Regional commission on natural resources and the territory

The KEAC invited Ms. Griffiths to speak about the proposed creation of a regional commission on natural resources and the territory in Nunavik. The Québec government has invited each region of the province to create its own commission. To date, the other regions are in the process of creating their commission or implementing a regional plan for the integrated development of resources and the territory.

In Nunavik, public consultations are underway pursuant to an agreement between the KRG, the Makivik Corporation and the *ministère des Ressources naturelles et de la Faune* (natural resources and wildlife, MRNF). KRG representatives are consulting communities, organizations and interest groups to determine whether or not they are interested in the establishment of such a commission in Nunavik.

The objectives of the proposed commission would be to increase knowledge of the entire region in terms of its natural resources and territory, to define regional priorities and orientations, to participate in resource conservation and development through land use and planning, as well as to increase input into decision-making through recommendations made to the KRG Council and, following its approval, to the MRNF. These objectives aim to give the region more control over its resources.

To ensure that community concerns and aspirations are taken into account and respected, the commission would develop a regional plan for the integrated development of resources and the territory encompassing in particular forestry, wildlife, mining, energy and hydro-electricity, as well as integrated management and sustainable development. A regional forum on natural resources and the

territory, made up of representatives from the communities, regional and local organizations as well as interest groups, would be held every two years to review the implementation of the regional plan for the integrated development of resources and the territory and make related recommendations.

A member mentioned that the commission should have a greater level of independence than outlined in the presentation. Another member felt the commission should not only discuss the social and environmental impacts of various kinds of projects but evaluate them as well. The members wondered about the links between the regional plan and the Québec government's proposed Northern Plan. It was also asked why water resources have so far been excluded from the proposed mandates of the commission. It was indicated that the commission should be composed of members with different backgrounds and from different sectors. The members recommended that the maximum term for commissioners be longer than the proposed two years (for example, three terms of two years or two terms of two years, followed by a break, and then another two-year term). As well, if the commission is composed of nine members, it was suggested that quorum should be six or seven commissioners. The members also recommended that future commissioners receive various training, including on public consultations.

5. Budget, secretariat and members

a. Members

The Chairperson informed the members that the KRG had appointed two new members to the KEAC, Charlie Arngak of Kangiqsujuaq and Adamie Kalingo of Ivujivik. Unfortunately due to poor weather conditions and prior commitments, neither of the new members was in attendance. The KEAC thanked the two previous KRG appointees, David Okpik and Eli Angiyou for their past service to the KEAC and the residents of Nunavik. Their knowledge of the region and their experience enhanced the work of the KEAC.

As well, the Québec government has yet to appoint a chairperson for 2008–2009. The Inuit party will appoint the chairperson for the third consecutive year in 2009–2010.

b. Secretariat

The members decided that the executive secretary should transmit a brief activity report with each timesheet so that the members can make time-management suggestions based on KEAC priorities. The members then briefly reviewed interaction methods between the secretariat and the members. The KEAC's objectives and priorities were also reviewed and the members discussed methods for drafting and transmitting minutes and reports.

c. Review of the five-year action plan, 2009–2014

The final version of the five-year action plan, 2009–2014, was adopted following a few corrections. The action plan will be transmitted in English and French to the provincial and federal administrators.

d. Annual budget

The draft 2009–2010 annual budget was discussed by the members. A final version will be transmitted to the members for review and adopted in the coming weeks. The annual budget will subsequently be transmitted to the administrators.

6. Adoption of the minutes of 117th and 118th meetings

The members made minor changes to the minutes of the 117th meeting before they were adopted. The members will review the draft version of the minutes of the 118th meeting at their next meeting.

7. Business arising from the 118th meeting and correspondence

a. Forestry management: Makivik response

An invitation was sent to the Makivik Corporation concerning an update on that organization's logging project in Nunavik. Makivik representatives were unavailable to attend the current meeting. They did however indicate that they would be willing to discuss their findings with the members at a future date.

b. JBACE letter concerning the Northern Plan

The KEAC received a copy of the letter transmitted by the JBACE to the office of the Québec Premier. The letter was similar to the draft version reviewed previously by the members. No new comments were made.

c. Letter from the KEQC chairperson concerning the information and consultation procedure

In March 2009, the KEAC received a letter from the KEQC chairperson, Peter Jacobs, to the effect that he could not attend the KEAC's meeting due to other commitments. Mr. Jacobs stressed the KEQC's desire to discuss with the KEAC its revision work on schedules 1 and 2 and to reinforce public participation under Section 23 of the JBNQA. The members will continue their efforts to arrange a meeting between the two organizations on this topic.

8. Waste management

a. Working group recommendations to the KEAC

In December of 2007, the Working Group on Waste Management in Nunavik focused on obtaining funding to prepare a waste management plan. The working group then recommended to the KRG that it formally request financial assistance from the *ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs* (sustainable development, environment and parks, MDDEP) for the preparation of a plan. The KRG subsequently submitted its request. After one year had elapsed, the KEAC transmitted a letter to the MDDEP, recalling the KRG's need for funding to prepare its plan.

The members reviewed the letter received from the Working Group in December 2008. One member noted that he would have liked to receive more information on the proposed solutions for the various problems identified. It was proposed that the Working Group study specific waste management problems, suggest appropriate solutions, and identify the related costs. The members would like the Working Group to resume their meetings.

b. *Military exercises*

The Executive Secretary summarized the military exercises that took place in and around Kuujuaq in March 2009. Approximately 350 troops from Valcartier followed winter training. The soldiers set up camp next to Stewart Lake and carried out exercises including weapons training during a two week period. These activities are to be repeated annually for four years.

The activity program was transmitted to the Screening Committee, which decided that the exercise was not subject to the federal environmental and social assessment and review procedure under Section 23 of the JBNQA.

As well, Northern villages are responsible for accepting or refusing this kind of exercise in their territories. During the exercise, more than 44,000 rounds were fired and left on the land. As well, all the waste generated by the 350 soldiers was disposed of at the community waste disposal site.

The Executive Secretary met with environmental consultants from the Department of National Defence (DND) and made recommendations for future exercises in the North. A follow-up report should be transmitted to the KEAC in the coming months.

One member asked about the authorizations needed to carry out this kind of exercise given its obvious impacts on the environment. Follow-up will be carried out with the regional office of the MDDEP to determine if authorization pursuant to section 22 of the *Environment Quality Act* is required.

9. KRG environmental technical assistance

The members welcomed employees of the KRG Municipal Public Works Department for presentations on the environment-related technical assistance delivered by the KRG to the Northern villages. Mr. Chevrefils and Mr. Brisette made a presentation on the quality of drinking water and wastewater in the region. They highlighted the issues faced by the Northern villages with respect to water treatment and management. These issues include non-compliance with chlorination standards due to the high turnover rate of employees, freezing in water supply pipes and irregular water quality testing. Mr. Brisette explained that water quality at the source is very high in Nunavik and only minimal treatment is necessary. Notwithstanding, the KRG will be installing ultra-violet treatment systems in the drinking water treatment plant in every Northern village. This will ensure the elimination of pathogens that might be found in water sources. Ultra-violet treatment requires less maintenance and technical support. The KRG

employees also stated that this type of treatment offers the most reliable results. Mr. Chevrefils made a presentation on wastewater treatment in the Northern villages. The lagoon systems constructed by the Northern villages are now operational. At this time, they are functioning as expected.

Mr. Gagné, Director of the KRG Municipal Public Works Department, and Mr. Rosant described waste management in Nunavik, referring in particular to the *Regulation respecting the Landfilling and Incineration of Residual Materials*. They suggested that section 99 of the Regulation should be revised in order to exempt Nunavik from the requirement of open-air burning of waste at landfill sites. Following further discussion, it was decided that the members would hold a teleconference on this topic after all the members have had a chance to review the context and the information necessary to propose solutions.

10. Drinking water quality

In March of 2008, the KEAC signed a contract with researchers from the *École Polytechnique de Montréal* to conduct research to identify appropriate methods and frequency for cleaning residential drinking water tanks in Nunavik. Experimental tanks were set up in March 2008 and the first round of testing began in September. Prior to the 119th meeting, the researchers transmitted to the KEAC a six-month activity report. The members reviewed the correspondence received. They agreed to allow the researchers to continue the project and to await the final report.

11. Transportation infrastructure in Nunavik

In early March, the KEAC received a letter from the Deputy Minister of Sustainable Development, Environment and Parks, Madeleine Paulin, concerning the KEAC's position paper on the current and future development of transportation infrastructure in Nunavik. The KEAC position paper contained eight recommendations, including to subject all new road and road infrastructure projects in Nunavik to the environmental and social impact assessment and review procedure; to improve the definitions of "road" and "airport"; and to consider the use of winter roads. The Deputy Minister stated that current environmental assessment procedures permit the KEAC to carry out in-depth analysis of infrastructure projects and that the MDDEP believes that the *Environment Quality Act* and the JBNQA are clear in this respect. As well, the Deputy Minister underlined that the Act and the JBNQA may contain certain ambiguities, specifically regarding the scope of "road" and "airport". The members will discuss further possible actions on the part of the KEAC.

A meeting that was to have been organized by the MRNF on the status of roads and involve representatives of the *ministère des Transports du Québec* (transportation), the MRNF, the MDDEP, the Makivik Corporation and the KRG has not yet been held. One member pointed out that the topic may be perceived

as less of a priority in light of reduced mining activities in the region due to the current economic recession.

12. KEAC website

The members had requested that the password for the members' only section be changed to permit easier access to the site. The Executive Secretary informed the members that the change has been completed and also noted that several new documents have been posted for easy consultation.

13. Miscellaneous

a. Northern Plan

The members stated that no further action or discussion of this topic will take place until the KEAC has received an official response concerning the Northern Plan or until details of the Plan are publicly announced.

14. Date and place of next meeting

The KEAC's 120th meeting will take place on July 14 and 15 in Ivujivik.

Stéphanie Benoit
Executive Secretary
November 25, 2009